

l'enseignement en question(s)

Des sujets qui fâchent au cours d'histoire ?

Le colonialisme serait un pan de l'histoire belge imprécis dans les manuels et difficile à aborder.

L'école ne se montrerait pas très loquace sur certains sujets historiques, en secondaire. Principalement, des sujets sensibles qui crispent, souvent ceux relatifs à l'histoire de la Belgique. La critique n'est pas neuve ; elle a été maintes fois entendue. Mais améliore-t-on la situation pour autant ?

Récemment, la députée et présidente du groupe PS au parlement de la Communauté française Catherine Moureaux a interpellé l'ancienne ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet (PS), en Commission de l'éducation. C'est précisément sur le sujet de l'histoire coloniale enseignée à l'école que la parlementaire a questionné la ministre.

« J'ai entendu des témoignages de gens de 25-40 ans issus de l'immigration, originaires d'Afrique subsaharienne », explique Catherine Moureaux. Des personnes dont les familles sont installées en Belgique depuis deux ou trois générations et qui y ont suivi leur scolarité. « Elles ont le

sentiment qu'on ne leur a pas vraiment parlé de la thématique à l'école, souligne la députée. Ou alors, uniquement d'un point de vue européenocentré, biaisé et balayant la question de la douleur et exactions perpétrées à l'époque du régime colonial belge au Congo. »

Si la question délicate de l'identité est ici centrale pour ces groupes de personnes, elle l'est aussi pour chaque citoyen : « C'est l'histoire commune du Congo et de la Belgique, un bagage citoyen commun », relate Catherine Moureaux. Et malgré que le cursus scolaire de ces 25-40 ans remonte à une dizaine ou vingtaine d'années, la situation n'aurait aujourd'hui guère évolué. En se rendant sur le terrain et en rencontrant des professeurs d'histoire, la parlementaire a pu constater plusieurs faiblesses.

D'abord, les référentiels seraient imprécis. Souvent enseignés de manière chronologique,

les sujets historiques font la queue dans les classes du secondaire. Ce n'est qu'en 5^e et 6^e années que les XIX^e et XX^e siècles sont étudiés. Catherine Moureaux explique : « Les chapitres reprennent les moments clés de cette période, comme les politiques impérialistes et le processus de colonisation. Mais on ne mentionne ni le Congo, ni son indépendance. On reste dans le flou. » Sans parler, dit-elle, du fait que ce chapitre arrive souvent en dernier dans le programme scolaire et se trouve quelques fois zappé par manque de temps.

Ensuite, les enseignants ne seraient pas assez outillés pour enseigner ce genre de matières. D'après la députée, « ils disent ne pas avoir les outils nécessaires pour parler correctement de cette période d'atrocités ». En 2013, une valise pédagogique relative à l'histoire de la colonisation au Congo, constituée d'un DVD et de fiches techniques, a été conçue

pour les professeurs. De même, une formation avait été organisée la même année. Des initiatives plutôt rares, et sans suite.

« Référentiels hyper-précis »

À l'interpellation de Catherine Moureaux sur le sujet, Joëlle Milquet, encore ministre à l'époque, a répondu qu'elle « plaiderait pour des référentiels hyper-précis ». Les manuels de l'enseignement qualifiant viennent d'être revus et le processus est en cours pour le général. Dans ce contexte, « nous mettons sur pied un colloque qui fera le point sur la recherche en la matière », précise la députée. Une matière plus pointue qui sera proposée pour les manuels à venir. Milquet a, en outre, souligné sa volonté de donner une seconde chance à la valise pédagogique. Ces démarches seront-elles suffisantes ? A voir. De même, il faudra voir si la nouvelle ministre de l'Éducation reprendra rapidement les rênes en la matière. ■

VALENTINE ANTOINE

l'expert « Ce qui est sensible, c'est la manière d'aborder l'histoire »

Vincent Dujardin est historien à l'UCL. Si, d'après lui, aborder certains sujets historiques s'est avéré difficile auparavant, la tâche pose de moins en moins problème, aujourd'hui. Tout dépend essentiellement du contexte, mais également du peu de liberté laissée aux professeurs d'histoire dans leur méthodologie, et l'attention centrée sur le savoir-faire, au détriment de la connaissance pure.

L'histoire du colonialisme belge est-elle, selon vous, un « sujet qui fâche » ?

Il est évident que c'est un sujet sur lequel il faut accepter de ne pas être capable de faire l'unanimité. Mais ce n'est pas ou plus un sujet tabou. Les vérités peuvent être dites. On a d'ailleurs vu une grande évolution sur le sujet dans les manuels scolaires, avec des nuances Nord-Sud. Longtemps, la colonisation a été présentée comme une œuvre de civilisation, en vantant, par

exemple, les apports dans le domaine de la médecine ou de l'enseignement. On a longtemps occulté les exactions

qui ont indubitablement été graves et nombreuses. En ce qui concerne l'image véhiculée d'un Léopold II, qui incarnait la colonie en Belgique, on ne retenait que le côté « génie », étant présenté comme un roi « civilisateur ». Dans les manuels flamands, dès les années 1980, le récit des exactions et des abus se développe, avant de se généraliser au début des années 1990, alors que le ton est souvent passé uniquement à la « gêne », en occultant désormais le volet « génie ». Du côté francophone, l'évolution a été moins rapide et moins forte. On peut trouver un ton souvent plus nuancé.

Y a-t-il des sujets sensibles, peu ou mal abordés au cours d'histoire ?

Tout cela a pu évoluer et peut dépendre des circonstances. Il y a quelques décennies, les professeurs ne traitaient pas la « Question royale », peinaient à démythifier l'existence d'un « homo belgicus » ou encore craignaient d'évoquer les mouvements flamand ou wal-

lon. Aujourd'hui, cela ne pose plus de problème. Mais il peut y avoir certains sujets sensibles, dans certains cas. Traiter de la réalité historique qu'a constitué le génocide arménien, par exemple, ou évoquer le conflit israélo-palestinien pourra susciter des réactions dans certaines situations. Cela dépend vraiment des contextes. Mais c'est finalement une raison supplémentaire pour les aborder, munis d'une rigueur historique d'autant plus en éveil. Au fond, plus globalement, ce qui est peut-être aussi sensible, c'est

la manière d'enseigner l'histoire.

C'est-à-dire ?

En matière d'équilibre à trouver entre savoir et savoir-faire, je partage l'avis de nombreux collègues qui estiment que nous sommes passés d'un extrême à l'autre. Il est très heureux d'avoir développé les savoir-faire afin d'initier à la critique historique, surtout dans un monde surinformé. Mais en matière d'espace et de temps, les trous sont de-

venus immenses à force de consacrer trop de temps au savoir-faire. Sans cadres géographique et historique solides, les élèves ne peuvent plus faire le tri quant à la qualité des informations disponibles. Rendons plus de liberté aux professeurs d'histoire du secondaire sur le plan de la méthode, laissons-les faire leur boulot sur la base de leur talent propre.

Ces professeurs sont-ils assez équipés et formés pour aborder des sujets plus « touchy » ?

Si vous visez les questions coloniales, je pense que les professeurs sont bien mieux outillés qu'auparavant. A la fois, autant par la qualité de travaux scientifiques publiés dans un passé récent, dans différents centres de recherches et universités, que par des outils mis à leur disposition, à commencer par les efforts du Musée de Tervuren, pour ne citer qu'un exemple. Plus globalement, les manuels scolaires, tout comme les nouvelles technologies et l'accès à des outils didactiques via le web, comme les tableaux numériques qui commencent à être présents ci et là peuvent évidemment constituer des outils précieux.

Les élèves sortent-ils du secondaire avec un bagage suffisamment lourd en

termes de connaissance d'histoire de la Belgique ?

Certainement pas. On a observé, les dernières décennies, une heureuse et nécessaire ouverture à l'international ou à l'intégration européenne, mais l'histoire de la Belgique est souvent devenue la grande oubliée. Pourtant, comprendre d'où l'on vient et où l'on vit ne me semble pas relever du luxe.

Existe-t-il une peur de faire de la politique en classe ?

Il est évident qu'un professeur d'histoire veillera à tendre de toutes ses forces à l'objectivité. C'est le cœur de son métier. Mais il sait aussi que l'objectivité totale n'existe pas. Rien que dans les choix opérés dans les sujets qu'il va traiter, ses « dadas », son empathie pour telle ou telle thématique transparaîtra. ■

Propos recueillis par
VALENTINE ANTOINE